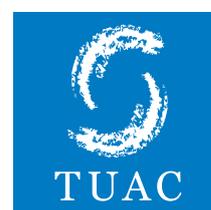


No 1 | 2013

Dossier économique



ITUC CSI IGB



Conten

	AVANT-PROPOS	3
1	La reprise demeure illusoire	4
1.1	Les divergences régionales en matière de croissance se creusent encore davantage	4
1.2	Les composantes de la croissance	6
2	Situation du marché financier	7
3	Les conséquences de l'austérité	8
4	Les marchés de l'emploi et leurs répercussions sur les revenus	11
5	Perspectives d'avenir	14

AVANT-PROPOS

À la veille du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres, l'organisation a publié sa Perspective économique de mai 2013. L'OCDE a une fois de plus revu à la baisse ses prévisions de croissance du PIB pour 2013, qui se situe aujourd'hui à 1,2 % au lieu de 1,4 % en novembre dernier. Les moyennes masquent des divergences prononcées entre les régions de l'OCDE. Ce que l'OCDE appelle les voies diverses de la reprise minimise le fait que la contraction dans la zone euro sera de 0,6 % cette année, alors qu'en novembre dernier la prévision était de 0,1 %. La croissance escomptée aux États-Unis (de 1,9 %) est proche des prévisions antérieures. Entretemps, la croissance du Japon est estimée maintenant à 1,6 % en 2013, alors que seule une croissance de 0,7 % était prévue en décembre dernier en raison de l'expansion budgétaire et monétaire. Malgré cela, l'OCDE ne tire pas la conclusion que les politiques budgétaires restrictives en Europe contribuent à la récession, alors que les politiques expansionnistes au Japon permettent d'augmenter la croissance. Les résultats démontrent que les recommandations d'assainissement budgétaire sont en porte-à-faux par rapport à la nécessité de créer des emplois et d'accélérer la croissance. Il est probable que la croissance reste au point mort dans les principales économies émergentes au cours du deuxième semestre, avec pour résultat l'augmentation prévue des niveaux de chômage partout dans le monde cette année.

Le présent « dossier économique » a pour but de fournir aux organisations affiliées et aux Fédérations syndicales internationales une information facile à assimiler qui pourra les aider dans leurs appels en faveur d'une nouvelle politique de création d'emplois et non d'austérité. Lors de la prochaine réunion du G20 ainsi qu'à d'autres occasions, le groupement des Global Unions lancera un appel à un plan pour l'emploi, qui soutienne la demande agrégée en augmentant les investissements dans des domaines clés d'infrastructure productive, et en renforçant les revenus de la population qui se trouve dans la partie inférieure de la distribution des revenus, en vue d'accroître son pouvoir d'achat.

Le présent dossier a été préparé principalement par Carolin Vollmann du Département de la politique économique et sociale de la CSI. Il s'agit du deuxième volet d'une série de dossiers économiques qui devrait régulièrement se voir enrichie par les travaux de la CSI et du TUAC.

*John Evans
CSI-TUAC
Juin 2013*



*John Evans, économiste
en chef de la CSI.*

Dossier économique

1 La reprise demeure illusoire

En avril 2013, le FMI a corrigé à la baisse ses prévisions de croissance du PIB dans le monde, pour la quatrième fois consécutive, et pour la septième fois au total depuis le mois d'avril 2011. La production mondiale devrait maintenant connaître une croissance de 3,3 % en 2013 et de 4 % en 2014¹. Les prévisions de l'OCDE, publiées en mai 2013, annonçaient quant à elles un taux de croissance mondiale de seulement 3,1 % pour 2013². Comparée aux niveaux de croissance du PIB d'avant la crise qui était d'environ 5 %, l'économie mondiale est encore loin d'une reprise réelle.

Tant le FMI que l'OCDE ont à nouveau prévu une reprise économique mondiale, tout en admettant que des risques immenses de récession demeurent. Les prévisions du Département des affaires économiques et sociales (DAES) des Nations Unies pour 2013 sont moins optimistes. Il prévoit en effet une croissance mondiale de 2,4 % en 2013 et de 3,2 % en 2014, soulignant que ces prévisions sont en deçà du potentiel de croissance et trop faibles pour tirer la majorité des pays de l'impasse économique dans laquelle ils se trouvent³.

Le FMI a créé un euphémisme, la reprise à trois vitesses, afin d'illustrer les schémas divergents de croissance mondiale, les pays en développement et les pays émergents ayant une croissance relativement forte, alors que les pays les plus avancés sont divisés entre ceux qui auront une faible croissance et ceux qui sont en stagnation complète. Cet optimisme est particulièrement surprenant à la lumière des mesures politiques qui ne changent pratiquement pas et maintiennent les principaux obstacles à la stabilité et à la croissance⁴.

1.1 Les divergences régionales en matière de croissance se creusent encore davantage

Le FMI estime que la croissance de la production dans les économies les plus avancées se maintiendra en 2013 à son niveau de 2012, de 1,2 %, et n'atteindra que 2,2 % en 2014. La zone euro continuera à rester en dessous de ses capacités malgré cette modeste reprise de la croissance. Après une contraction de 0,6 % de la croissance en 2012, les perspectives de croissance au sein de la zone euro continueront de diminuer à un taux de 0,3 % en 2013. La faible reprise de 1,1 % attendue en 2014 peinera à servir de moteur de croissance pour les autres régions⁵.

De même, d'après les estimations de l'OCDE, la zone des pays de l'OCDE devrait connaître une croissance de 1,2 % en 2013 et de 2,3 % en 2014. Ces estimations sont toutefois plus pessimistes en ce qui concerne la zone euro, avec une réduction de 0,6 % de la croissance cette année, soit le double par rapport aux estimations du FMI⁶. Cette différence est peut être imputable aux dernières données d'Eurostat.

D'après Eurostat, la zone euro a connu une contraction de 1 % au cours du premier trimestre 2013, l'UE à 27, de 0,7 %, alors qu'en comparaison, les États-Unis ont connu une croissance de 1,8 % d'une année sur l'autre.

¹ FMI, Perspective de l'économie mondiale, avril 2013, p. 2 de la version anglaise, consultable sur <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2013/01/>.

² OCDE, Perspectives économiques, mai 2013, p. 12 de la version anglaise.

³ DAES des Nations Unies, rapport sur la situation et les perspectives de l'économie mondiale en 2013, janvier 2013, consultable sur <http://www.un.org/en/development/desa/publications/wesp2013.html>.

⁴ FMI, Perspective de l'économie mondiale, avril 2013.

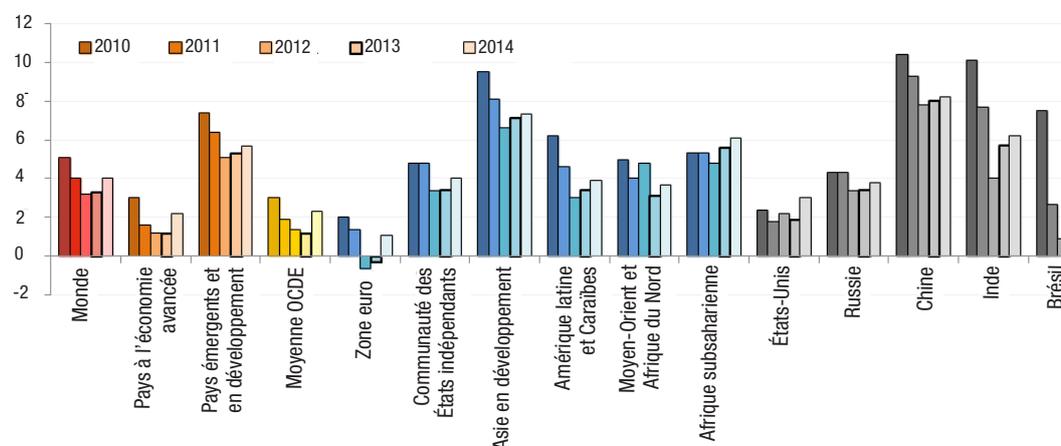
⁵ Ibidem

⁶ OCDE, Perspectives économiques, mai 2013, p. 12 de la version anglaise.

Les pays européens en crise (la Grèce, l'Espagne, l'Italie, Chypre et le Portugal) sont toujours en chute libre. La contraction du PIB dans ces pays va de 2 % en Espagne à 5,3 % en Grèce⁷ au cours du premier trimestre 2013 (d'une année sur l'autre). Dans tous les pays, le PIB a diminué tous les trimestres consécutifs de 2012 à maintenant, et pour la Grèce la diminution a été enregistrée pour le 19^e trimestre consécutif, soit près de 5 ans.

La situation dans les pays en crise est encore plus morne du fait que des pays à l'économie relativement forte commencent à vaciller. La France est à nouveau au bord de la récession, tout comme la Finlande et les Pays-Bas. L'Allemagne elle aussi connaît un ralentissement économique et, au vu de la contraction de 0,3 % au premier trimestre 2013, elle risque de tomber en récession⁸.

Figure 1: Taux de croissance du PIB réel dans le monde



Source : FMI, Perspective de l'économie mondiale, octobre 2012 et avril 2013 ; et OCDE, Perspectives économiques, mai 2013, pour la moyenne des pays OCDE.

Les répercussions de la crise européenne ont entraîné un net ralentissement des marchés émergents et des pays en développement en 2012, où la croissance n'a été que de 5,1 % par rapport à 6,4 % en 2011. Ces pays devraient suivre dans les années à venir un chemin de croissance graduellement en hausse, d'après les projections. Celui-ci dépendra cependant de l'évolution économique incertaine dans les pays industrialisés à l'avenir⁹.

Tableau 1: Indicateurs économiques choisis dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord

	Moyenne 2000-07	2008	2009	2010	2011	2012	Projections	
							2013	2014
PIB réel (croissance annuelle)	5,9	5,2	3,0	5,5	4,0	4,8	3,1	3,7
Solde des transactions courantes	10,3	14,7	2,5	7,7	14,0	12,5	10,8	8,9
Situation budgétaire globale	4,3	8,4	-2,7	0,4	3,4	3,2	1,5	0,7
Inflation (croissance annuelle)	6,6	13,6	5,8	6,6	9,3	11,3	10,3	9,0

Source : FMI, mise à jour des perspectives économiques régionales, Département Moyen-Orient et Asie centrale, mai 2013.

⁷ Les données pour la Grèce ne tiennent pas compte des ajustements saisonniers.

⁸ UE, Eurostat communiqué de presse euroindicateurs, 74/2013, 15 mai 2013, consultable sur : http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/2-15052013-AP/FR/2-15052013-AP-FR.PDF

⁹ FMI, Perspective de l'économie mondiale, avril 2013, p. 2 de la version anglaise, consultable sur <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2013/01/>.

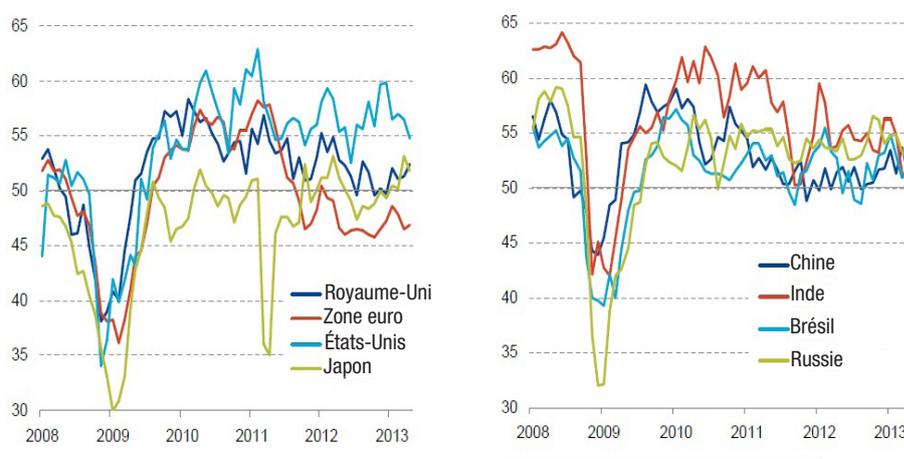
La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord fait elle aussi face à un risque de ralentissement économique. S'il est vrai que la croissance est restée stable en 2012, il existe des différences prononcées entre les pays exportateurs de pétrole, qui bénéficient de taux de croissance stables, et les importateurs de pétrole qui rencontrent davantage de difficultés. Des taux d'inflation toujours élevés renforcent les risques de ralentissement économique (voir tableau 1). En outre, ces perspectives économiques incertaines sont assombries par les troubles économiques et sociaux¹⁰.

1.2 Les composantes de la croissance

En termes réels, les échanges de biens et de services ont connu une décélération prononcée de leur croissance au cours des deux dernières années, passant de 12,6 % en 2010 à seulement 2,5 % en 2012, en lien avec la stagnation de la croissance en Europe. En 2010, les exportations ont augmenté de 12,1 % dans les pays avancés et de 13,3 % dans les marchés émergents. En 2012, ces pourcentages sont tombés à 1,9 % et 3,7 % respectivement. Le FMI envisage dans ses prévisions une forte reprise économique en 2014¹¹.

Cependant, la récente évolution de l'indice des directeurs d'achat (sigle anglais : PMI, indicateur précoce des modifications de la croissance de la production et du commerce) ne confirme guère les perspectives optimistes du FMI (voir figure 2).

Figure 2: Indice PMI (production manufacturière et services) dans le monde



Note: Un PMI de plus de 50 indique une croissance des échanges et de la production. Le PMI est calculé à partir de plusieurs variables, dont la production, l'activité des entreprises, les nouvelles commandes, les nouvelles affaires entrantes, les commandes à l'exportation, les retards de travail, l'encours du volume des affaires, l'emploi, la quantité d'achats, les coûts des intrants, les coûts de production, les prix facturés, les délais de livraison des fournisseurs, les stocks d'achats, les stocks de produits finis.
Source: Markit Economics Limited.

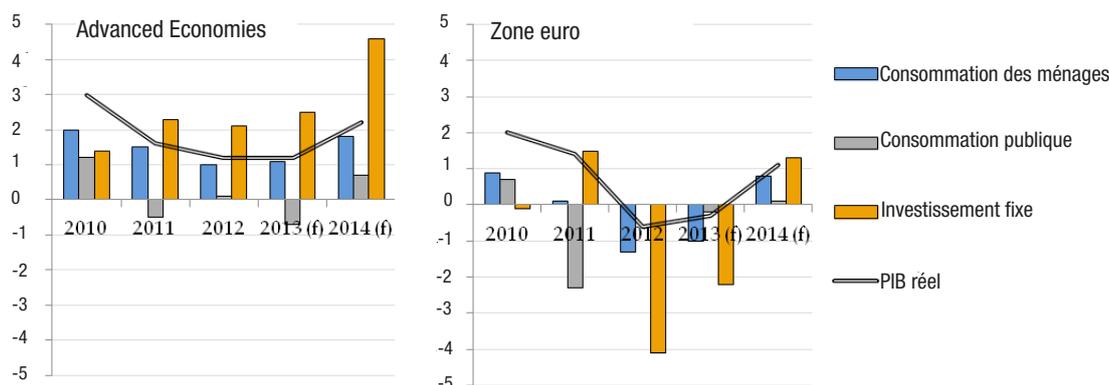
L'investissement à l'échelon mondial était de 23,6 % du PIB en 2012, soit seulement 0,3 points de pourcentage de moins qu'en 2008. En revanche, c'est la répartition de l'investissement entre pays avancés et marchés en développement qui s'est modifiée. Les économies avancées ont investi 18,8 % du PIB en 2012, à comparer à 21,1 % en 2008¹².

¹⁰ IMF, Regional Economic Outlook Update, Middle East and Central Asia Department, May 2013.

¹¹ IMF, World Economic Outlook, April 2013 and October 2012.

¹² IMF, World Economic Outlook, April 2013. -

Figure 3: Évolution en pourcentage d'une sélection d'éléments composant le PIB



Source: FMI, Perspective de l'économie mondiale, avril 2013.

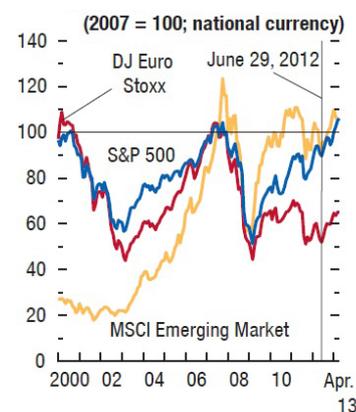
Comme illustré dans la figure 3, les économies avancées ont souffert d'une chute de la consommation publique après 2010, suite aux mesures d'austérité – ce qui a touché des pays qui pourtant ne souffraient pas de déséquilibres budgétaires. Cette évolution a cependant été compensée par la consommation des ménages et l'investissement dans certains pays, y compris les États-Unis, le Canada et le Japon, lesquels ont récemment annoncé un nouveau plan de relance économique. Il en va tout autrement pour la zone euro (partie de droite de la figure 3), où l'assainissement budgétaire a été plus fort en 2011 que dans les autres économies avancées, ce qui a considérablement ralenti les investissements fixes ainsi que la consommation des ménages, sapant de ce fait tout espoir de reprise rapide.

2 Situation du marché financier

Depuis les années 1980, les flux de capitaux hautement procycliques ont augmenté et ont fait preuve d'une volatilité accrue¹³. Les systèmes bancaires parallèles, qui sont l'une des premières causes de la crise, sont passés à l'échelon mondial de 26 billions USD en 2002 à 62 billions USD en 2007. Après une brève réduction en 2008, ils ont à nouveau augmenté pour atteindre 67 billions USD en 2011, représentant 111 % du PIB agrégé¹⁴. Aujourd'hui, cinq ans après l'apparition de la crise, la réglementation, la taxation et même la surveillance restent faibles. L'impasse dans laquelle se trouve la création d'une union bancaire en Europe en est probablement l'exemple le plus frappant. Enrico Letta, Premier ministre italien récemment élu, a exhorté l'Union européenne à accélérer le processus: «L'UE ne peut plus à présent se permettre d'être timide et de manquer de détermination, si elle ne donne pas un coup d'accélérateur, elle finira par implorer»¹⁵. La crainte d'une nouvelle bulle semble justifiée, au vu de la flambée du cours des actions, lesquels ont augmenté de 15 % depuis l'été 2012 (voir la figure 4).

D'après l'OIT, les bénéfices croissants ont donné lieu à des avoirs disponibles plus élevés: en 2000 les avoirs disponibles des entreprises cotées en bourse atteignaient 2,3 billions USD, ils ont bondi jusqu'à 5,2 billions USD en 2008 et ont encore augmenté en 2011 pour atteindre 6,5 billions USD en 2011. Cette tendance se perçoit dans les économies avancées comme dans celles des pays émergents et en développement.¹⁶

Figure 4: Marchés boursiers



Source : FMI, Perspective de l'économie mondiale, avril 2013, p. 4.

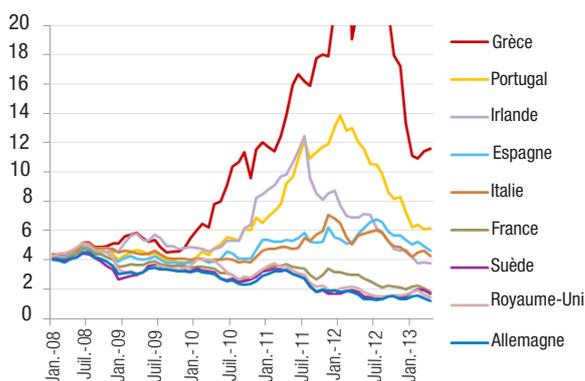
¹³ Broner, F., Tatiana Didier, Aitor Erce et Sergio Schmukler, «Gross Capital Flows: Dynamics and Crises», CEPR Discussion Papers 8591, 2011, p. 25.

¹⁴ Conseil de stabilité financière, «Global Shadow Banking Monitoring Report 2012», novembre 2012, p. 3.

¹⁵ Reuters, «EU must make faster progress on banking union - Italy PM Letta», 21 mai 2013, available at: <http://uk.reuters.com/article/2013/05/21/uk-eu-banking-italy-idUKBRE94K0KX20130521>.

¹⁶ OIT, Rapport sur le travail dans le monde 2013, juin 2013, p. 75 de la version anglaise.

Figure 5: rendements obligataires à 10 ans



Source: Banque centrale européenne.

L'assouplissement de la politique monétaire a montré son utilité au Japon au cours des derniers mois. Les États-Unis ont eux aussi fait preuve d'une plus grande résistance que les pays européens, lesquels ne disposent pas d'une confortable planche à billets personnelle. Le yen japonais a chuté de 30 % face au dollar américain depuis novembre 2012, soulevant des doutes quant à l'adhésion du Japon à l'accord atteint par le G7 en février 2013 qui prévoit des politiques économiques permettant de choisir des instruments nationaux au lieu d'agir sur les taux de change. Pour l'heure, le G7 a constaté que le Japon respecte encore cet accord¹⁷. La Banque centrale européenne (BCE) a diminué de 0,25 % son taux d'intérêt, qui est passé à 0,5 % au début du mois de mai 2013, mesure dont on doute qu'elle puisse influencer sur les taux d'intérêts réels pour le secteur privé en Europe méridionale, où le crédit bancaire maintient la rigueur¹⁸.

En matière de refinancement public, les pays frappés par la crise ont connu récemment un allègement des rendements obligataires élevés (figure 5). En Grèce les rendements sont tombés à 11,4 % en mars 2013 mais semblent remonter depuis peu. Les rendements au Portugal ont baissé jusqu'à atteindre 6,1 %, et 4,6 % en Italie. À l'autre extrême, les gouvernements de pays tels que l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Suède et la France ont considérablement bénéficié des spéculations sur le défaut de paiement des pays du Sud. Comme le montre la figure 5, dans les pays du nord les coûts d'emprunt pour les gouvernements ont sensiblement diminué au cours des dernières années. En janvier 2008, le rendement obligataire moyen en Allemagne, au Royaume-Uni, en Suède et en France était de 4,1 %. Il a diminué de plus de 60 % jusqu'en avril 2013, arrivant à 1,5 %, ce qui donne à ces pays une possibilité de refinancement nettement moins onéreuse et leur permet de faire des économies sans recourir à des mesures d'austérité¹⁹.

3 Les conséquences de l'austérité

Tableau 2: Dette publique brute générale (% du PIB)

	2010/T1	2012/T4	Différence
Zone euro	81,7	92,7	11,0
UE (27 pays)	76,7	85,4	8,7
Irlande	78,0	117,6	39,6
Portugal	84,5	123,6	39,1
Espagne	55,7	84,1	28,4
Grèce	133,3	156,9	23,6
Chypre	62,3	85,8	23,5
Royaume-Uni	73,9	90,0	16,1
Pays-Bas	61,5	71,2	9,7
France	81,3	90,4	9,1
Italie	118,3	127,0	8,7
Finlande	45,2	53,0	7,8

¹⁶ OIT, Rapport sur le travail dans le monde 2013, juin 2013, p. 75 de la version anglaise.

¹⁷ Financial Times, G7 reaffirms commitment on currency depreciation, May 12, 2013.

¹⁸ Financial Times, ECB 'ready' for more action after rate cut, May 2 and The Economist, The world economy, Shaken not stirred, May 11 – 17, 2013, p. 68.

¹⁹ Calculs sur la base des données diffusées par la Banque centrale européenne disponibles sur <http://www.ecb.int/stats/money/long/html/index.en.html>.

Allemagne	74,5	81,9	7,4
Autriche	69,9	73,4	3,5
Suède	40,5	38,2	-2,3
Norvège	42,0	29,6	-12,4

Source: Base de données Eurostat.

D'importantes mesures d'austérité ont été mises en œuvre dans toute l'Europe depuis le début de l'année 2010, même dans des pays ayant un très faible niveau d'endettement tels que l'Espagne (55,7 % du PIB au premier trimestre 2010) ou la Bulgarie (14,7 % du PIB au premier trimestre 2010)²⁰.

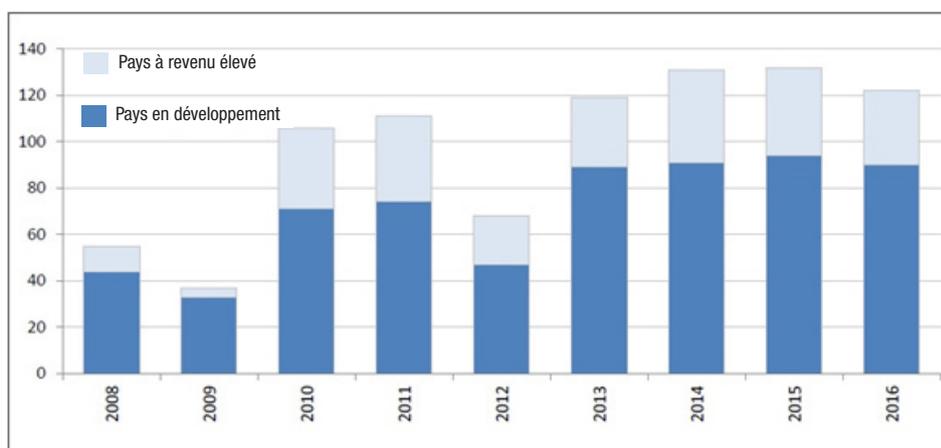
Le premier et principal objectif de ces mesures d'austérité, qui était de réduire le ratio dette-PIB surgi à la suite du choc financier de 2007/2008, n'a pas été atteint, comme le révèle le tableau 2. Des pays tels que le Royaume-Uni, l'Espagne, le Portugal et la Grèce, qui ont appliqué de sévères mesures d'austérité, ont un ratio dette-PIB considérablement supérieur à celui d'autres pays. De toute évidence, l'austérité a été dépassée par les PIB en contraction, ce qui nous amène à rendre hommage à William Easterly, qui déclarait déjà dans un ouvrage de 2008 :

«Durant l'ère de la stabilisation macroéconomique des années 1990, l'expression 'l'ajustement avec la croissance' était très prisée. L'on découvre ... [aujourd'hui] une possibilité stupéfiante, celle que l'austérité budgétaire peut dans certains cas non seulement ne pas stimuler la croissance, mais même ne pas entraîner d'ajustement' à long terme.»²¹

Il a également été démontré que les rendements des obligations d'État (figure 5) sont loin de traduire la réalité de la situation financière. L'Allemagne et l'Espagne, par exemple, ont un ratio dette-PIB similaire mais des coûts de refinancement très différents.

L'impact des multiplicateurs budgétaires a donné lieu à de nombreux débats dans les milieux académiques et politiques²², tout comme le rôle des niveaux d'endettement public nécessaire pour la croissance²³, débats qui ont ébranlé les fondamentaux orthodoxes qui font l'argument en faveur de l'austérité. La seule conséquence semble cependant avoir été un ralentissement des mesures d'austérité, et malheureusement jusqu'à présent l'on ne voit aucun signe de renversement réel des politiques.

Figure 6: Nombre de pays engageant des dépenses publiques



Source: Ortiz et Cummins, «The Age of Austerity: A Review of Public Expenditures and Adjustment Measures in 181 Countries», mars 2013, p. 2.

²⁰ Base de données d'Eurostat.

²¹ Easterly, Irwin et Servén, «Walking up the Down Escalator: Public Investment and Fiscal Stability», in World Bank Research Observer, vol. 23, no 1, 2008, p. 37.

²² En janvier 2013 Blanchard et Leigh ont publié un document de travail du FMI dans lesquels ils admettaient avoir sous-estimé les multiplicateurs budgétaires dans leurs calculs prévisionnels; pour plus de détails, voir Blanchard et Leigh, «Growth Forecast Errors and Fiscal Multipliers», IMF Working Paper, WP/13/1, janvier 2013.

²³ Lors des réunions de printemps des institutions financières internationales (IFI) en avril 2013, ce débat a surgi comme suite à une critique publique sur une publication de Reinhart et Rogoff de 2010 appelée «Growth in a Time of Debt», qui avait servi de justification et de fondement académique aux politiques d'austérité. Les universitaires Herndon, Ash et Pollin ont recalculé les données empiriques et n'ont trouvé aucune relation négative et significative entre les deux variables (voir Herndon, Ash et Pollin, «Does High Public Debt Consistently Stifle Economic Growth? A Critique of Reinhart and Rogoff», NBER, 2013). Le dernier épisode dans ce différend théorique a été la publication d'un errata par Reinhart et Rogoff, comportant des corrections d'envergure et parvenant à la conclusion renouvelée qu'un endettement élevé ralentit la croissance. Pour plus d'informations, consulter <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/433778c4-b7e8-11e2-9f1a-00144feabdc0.html#axzz21vd1ifs4>.

Ne pas atteindre son objectif principal n'a pas été le seul défaut de la politique d'austérité, puisque celle-ci ne s'est pas limitée aux pays développés. Au contraire, elle a déferlé sur les pays en développement par le biais de différents vecteurs tels que la réduction des dépenses d'aide au développement ou encore la diminution des recettes des gouvernements en raison d'une diminution des envois de fonds de l'étranger, de la consommation et de la demande de produits d'exportation. Une étude récente fondée sur les prévisions du FMI, réalisée par Ortiz et Cummins, a conclu que la contraction budgétaire affectera 119 pays à l'échelon mondial en 2013, dont 89 sont des pays en développement (voir la figure 6). L'austérité frappera en 2013 5,8 milliards de personnes – soit plus de 80 % de la population mondiale²⁴.

Ses conséquences sociales sont graves. Dans leur récent ouvrage, Stuckler et Basu analysent les répercussions sociales des réductions des dépenses publiques en Europe et en Amérique du Nord. Leurs conclusions sont impressionnantes: de part et d'autre de l'Atlantique, l'on dénombre 10 000 suicides de plus et un million de cas de dépression déclarés depuis que les mesures d'austérité sont appliquées. Aux États-Unis, cinq millions de personnes au moins n'ont plus accès aux soins de santé depuis le début de la crise; au Royaume-Uni, plus de 10 000 familles ont perdu leur logement. C'est en Grèce que l'on observe la situation la plus dramatique, car les dépenses publiques dans le secteur de la santé ont été réduites de 40 %. En conséquence, certains hôpitaux manquent parfois des plus simples des équipements, tels que les gants chirurgicaux. Les infections au VIH ont augmenté de 200 %, en partie à cause de l'usage croissant de drogues par voie intraveineuse; les suicides, pour lesquels la Grèce avait le taux le plus bas en Europe avant la crise, ont augmenté de 60 %. Les auteurs ont mené leurs recherches sur d'autres périodes de récession, y compris la crise de 1929 aux États-Unis, la période post-communiste en Russie, la crise bancaire en Suède, la crise en Asie de l'Est, etc. en cherchant à déterminer ce qui provoquait l'augmentation du nombre de suicides. Ils ont conclu que des dépenses publiques ciblant spécifiquement les politiques actives du marché du travail et le renforcement de la couverture de la protection sociale et de la santé pouvaient radicalement changer la situation concernant l'augmentation des suicides et accélérer de manière générale la reprise économique²⁵.

«Le fait que les hommes tirent peu de profit des leçons de l'Histoire est la leçon la plus importante que l'Histoire nous enseigne.»

Aldous Huxley

1919/1920 Alors que l'Allemagne s'efforçait avec amertume de négocier afin d'être soulagée du fardeau des réparations, sa politique économique nationale, pourtant déjà négative durant la guerre, s'est encore aggravée. Le pays était plongé dans des troubles permanents, constamment au bord de la révolution, gouverné par une série de coalitions trop faibles, et était loin de réussir à maîtriser ses finances... Les problèmes financiers de l'Allemagne n'étaient pour l'essentiel imputables qu'à elle-même, mais les paiements des réparations ont néanmoins transformé une posture budgétaire difficile en une situation impossible...

...En 1920, la Banque d'Angleterre choisit le chemin de la déflation, s'accordant sur la banque fédérale américaine et élevant les taux d'intérêt à sept pour cent. Le budget était équilibré. L'économie plongea dans une profonde récession, deux millions de travailleurs perdirent leur emploi. Cependant, à la fin de l'année la Banque avait réussi à réduire les prix de moitié, et à ramener la livre... à près de dix pour cent de sa parité d'avant-guerre... Mais alors qu'aux États-Unis l'économie fut rapidement en mesure de rebondir après la récession car elle était plus dynamique et n'était pas entravée par une ample dette intérieure, la Grande Bretagne resta enlisée. Le nombre de chômeurs n'allait pas passer en-dessous de la barre du million durant les 20 années suivantes.

Extrait de Liaquat Ahamed, *Les seigneurs de la finance – Les banquiers qui ont ruiné le monde*, pp. 119 et 161 (original anglais).

²⁴ Ortiz et Cummins, «The Age of Austerity: A Review of Public Expenditures and Adjustment Measures in 181 Countries», mars 2013.

²⁵ Stuckler et Basu, «The Body Economic: Why Austerity Kills», mai 2013.

4 Les marchés de l'emploi et leurs répercussions sur les revenus

Le plus récent rapport de l'OIT, publié en juin 2013, estime que les taux de chômage au niveau mondial restent autour de 5,9 %, soit un demi-point de pourcentage en dessous du niveau d'avant la crise, et ont repris une tendance à la hausse depuis 2011.

L'augmentation considérable du nombre de travailleurs/euses découragés qui se retirent complètement du marché du travail affaiblit néanmoins la valeur informative du taux de chômage utilisé comme mesure de l'efficacité des marchés de l'emploi. Jusqu'à la fin de l'année 2012, les taux d'inactivité avaient augmenté dans la moitié des pays pour lesquels cette information est disponible. La Lituanie, l'Islande et les États-Unis en sont un exemple frappant. Dans ces pays, la réduction du taux de chômage d'un demi-point de pourcentage entre 2010 et 2012 n'est due qu'au nombre de personnes ayant perdu espoir et abandonné toute recherche d'emploi²⁶.

Tableau 3 : Chômage par région, 2007, 2012, 2013 et 2015 (millions)

Région	2007	2012	Projections	
			2013	2015
MONDE	169,7	195,4	201,5	207,8
Économies avancées	29,1	44,0	45,5	45,3
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	14,3	15,0	15,0	14,9
Asie de l'Est	31,6	38,4	39,5	40,8
Asie du Sud-Est et Pacifique	16,4	14,0	14,3	14,8
Asie du Sud	25,1	24,8	25,7	27,1
Amérique latine et Caraïbes	18,3	17,9	18,9	20,2
Moyen-Orient	6,4	8,0	8,3	8,8
Afrique du Nord	6,2	7,4	7,6	8,0
Afrique sub-saharienne	22,2	25,9	26,6	28,0

Source : OIT, Rapport sur le travail dans le monde 2013, juin 2013.

Aussi la mesure inversée, celle du taux et du niveau d'emploi, pourrait-elle se révéler bien plus utile pour analyser la situation actuelle du marché du travail.

Dans les pays en développement et émergents, le niveau d'emploi en termes absolus est supérieur à ce qu'il était avant la crise, depuis 2011. Cependant, la croissance de l'emploi n'a pas pu absorber la proportion croissante de la population en âge de travailler. De ce fait, le taux d'emploi reste inférieur de près d'un point de pourcentage à son niveau de 2007. Les projections de l'OIT n'envisagent pas un retour au niveau d'emploi d'avant la crise dans ces pays avant 2015.

Dans les économies avancées, la situation est sensiblement plus grave. Dans presque la moitié des pays analysés, l'emploi a chuté depuis le début de la crise. De très rares pays font exception à cette tendance²⁷ et ont retrouvé leur taux d'emploi antérieurs à la crise. Les autres ont enregistré une croissance de l'emploi encore insuffisante pour que les taux rebondissent complètement. Globalement, les économies avancées ne devraient pas retrouver avant 2018 leur taux d'emploi antérieur²⁸.

Les emplois précaires sont de plus en plus répandus, notamment dans les pays qui ont connu la plus grande croissance de l'emploi depuis 2010. Le travail à temps partiel ou temporaire involontaire a augmenté de moitié et du tiers, respectivement. L'emploi informel reste lui aussi très élevé, et l'on estime qu'il représente plus de 40 % de l'emploi total dans deux tiers des marchés du travail des pays en développement et émergents²⁹.

²⁶ OIT, Rapport sur le travail dans le monde 2013, juin 2013, p. 7 et suivante de la version anglaise.

²⁷ Les exceptions sont l'Allemagne, la Hongrie, Israël, le Luxembourg, Malte et la Suisse.

²⁸ OIT, Rapport sur le travail dans le monde 2013, juin 2013, p. 3 et suivantes de la version anglaise.

²⁹ OIT, Rapport sur le travail dans le monde 2013, juin 2013, p. 11 de la version anglaise.

Un récent rapport de l'OIT sur l'emploi des jeunes est tout aussi alarmant : le taux mondial de chômage des jeunes a augmenté en 2012, atteignant 12,4 % et devrait encore le faire en 2013 pour atteindre 12,6 %, soit 73,4 millions de jeunes.

Tableau 4 : Évolution du chômage des jeunes et des taux de chômage des jeunes entre 1998 et 2008 puis entre 2008 et 2012, par région

Région	Évolution (en %) du chômage des jeunes, 1998-2008	Évolution du nombre de jeunes au chômage, 1998-2008	Évolution (en points de pourcentage) du chômage des jeunes, 1998-2008	Évolution (en %) du chômage des jeunes, 2008-2012	Évolution du nombre de jeunes au chômage (milliers), 2008-2012	Évolution (en points de pourcentage) du chômage des jeunes, 2008-2012
MONDE	0,5	368,0	-0,6	3,6	2527,7	0,7
Pays industrialisés et Union européenne	-12,3	-1193,4	-1,0	24,9	2127,7	4,8
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	-21,3	-1243,7	-5,2	-5,7	-261,7	0,8
Asie de l'Est	-5,4	-759,9	-0,5	-1,7	-227,1	0,4
Asie du Sud-Est et Pacifique	23,7	1630,5	2,0	-11,0	-932,9	-1,4
Asie du Sud	2,3	262,3	-0,4	5,6	656,7	0,8
Amérique latine et Caraïbes	-7,4	-610,0	-1,5	-5,1	-387,5	-0,6
Moyen-Orient	31,1	783,7	1,8	8,8	291,9	3,0
Afrique du Nord	-7,2	-221,3	-3,8	13,8	395,1	3,4
Afrique sub-saharienne	21,0	1719,8	-1,0	8,7	865,5	0,0

Source: OIT, Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2013, mai 2013.

À l'échelon mondial, en 2018 le chômage des jeunes devrait atteindre 12,8 %. Dans les pays développés, le nombre de jeunes au chômage a augmenté de plus de deux millions, soit une hausse de 25 % depuis 2008 (voir les tableaux 4 et 5).

Tableau 5: Taux de chômage des jeunes dans les pays développés au deuxième trimestre

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Zone euro (17 pays)	15,1	15,3	19,8	20,8	20,3	22,6
Union européenne (27 pays)	15,5	15,3	19,8	21,0	21,0	22,6
OCDE - Total	11,8	12,3	16,6	16,8	16,2	16,2

Source: OIT, Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2013, mai 2013.

Cette tranche d'âge est de surcroît exposée à un plus grand risque de travailler dans des emplois atypiques. En Europe, 40,5 % des jeunes ayant un emploi ont des contrats temporaires. Le chômage de longue durée est lui aussi en hausse. Dans la majorité des pays de l'OCDE, un tiers des jeunes au chômage sont à la recherche d'un emploi pendant plus de six mois.

La situation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en matière de chômage des jeunes est tout aussi catastrophique, avec des taux de 28,3 % et 23,7 % respectivement, qui devraient connaître une croissance accentuée dans les années à venir (voir tableau 6).

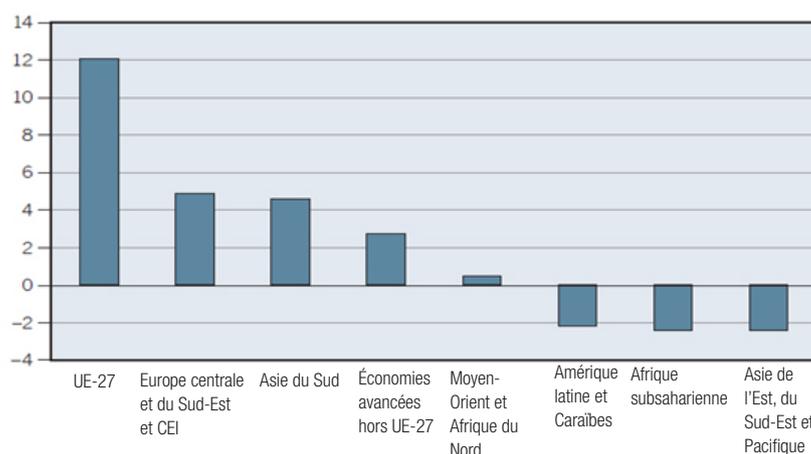
Tableau 6: Taux de chômage des jeunes 2008-2018, par région

Région	2008	2009	2010	2011	2012	Projections					
						2013	2014	2015	2016	2017	2018
MONDE	11,7	12,7	12,5	12,3	12,4	12,6	12,7	12,7	12,7	12,7	12,8
Pays industrialisés et Union européenne	13,3	17,4	18,1	17,6	18,1	17,9	17,5	17,0	16,5	16,1	15,9
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	17,0	20,4	19,3	17,9	17,9	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0
Asie de l'Est	9,1	9,2	8,9	9,2	9,5	9,8	10,0	10,2	10,3	10,4	10,5
Asie du Sud-Est et Pacifique	14,4	14,3	13,8	13,1	13,1	13,3	13,5	13,7	13,9	14,1	14,3
Asie du Sud	8,5	9,4	9,7	9,2	9,3	9,4	9,6	9,6	9,7	9,8	9,8
Amérique latine et Caraïbes	13,5	15,4	14,0	13,3	12,9	13,2	13,3	13,4	13,5	13,5	13,6
Moyen-Orient	25,3	25,5	27,4	27,7	28,3	29,1	29,6	29,9	29,9	30,0	30,0
Afrique du Nord	20,3	20,4	20,1	23,3	23,7	23,9	23,9	23,9	24,0	24,0	23,9
Afrique subsaharienne	11,8	11,8	11,8	11,7	11,8	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7

Source: OIT, Tendances mondiales de l'emploi des jeunes – 2013, mai 2013.

L'OIT a mis au point un index des troubles sociaux, tenant compte de divers aspects objectifs autant que subjectifs de la qualité de vie³⁰. Les résultats reflètent une situation dévastatrice en matière économique et d'emploi en Europe, région où la probabilité d'apparition de troubles sociaux a le plus augmenté durant la crise (voir figure 7).

Figure 7: Évolution de l'index des troubles sociaux
D'avant la crise (2006/07) à après la crise (2011/12)



Note : L'échelle de l'index va de 0 % à 100 %, ce dernier pourcentage représentant le plus haut risque de troubles sociaux. Le graphique montre l'augmentation ou la diminution en points de pourcentage de ce risque. Les barres donnent les moyennes simples pour les différentes régions.

Source : Estimations IEES à partir de Gallup World Poll Data, (2013), extrait du Rapport sur le travail dans le monde 2013 de l'OIT, juin 2013.

³⁰ Cet index inclut des informations sur la confiance envers les pouvoirs publics, des mesures du niveau de vie, des données sur le marché local de l'emploi, des informations sur la liberté dans la vie quotidienne et sur l'accès à internet. Pour une information plus détaillée, voir OIT, Rapport sur le travail dans le monde 2013, juin 2013. p. 15 de la version anglaise.

Les inégalités de revenus se sont creusées dans la plupart des économies avancées au cours des deux dernières années (2010-2012), contrairement à l'atténuation qui avait eu lieu lors de la première phase de la crise (2007-2010). La polarisation et les inégalités salariales sont de plus en plus accusées, ce qui provoque une contraction de la classe moyenne dans de nombreux pays avancés³¹.

L'exemple le plus frappant du mauvais fonctionnement du système de fixation des salaires a été révélé il y a peu par le Trade Union Congress (TUC) au Royaume-Uni. Dans ce pays, les salaires moyens réels ont diminué durant 40 mois consécutifs depuis novembre 2009 – situation inédite depuis les années 1870³².

L'OIT prône par conséquent une utilisation plus efficace des mécanismes de salaire minimum, auxquels doivent participer les organisations des travailleurs et des employeurs. Il faut ajouter à ceci la mise en œuvre et le renforcement des socles de protection sociale ainsi que de nouvelles mesures de lutte contre l'évasion fiscale.

5 Perspectives d'avenir

En Europe, la lame de fond de l'austérité s'amenuise. Mais elle a déjà réduit la demande et la croissance de manière significative depuis deux ans. Cependant, la menace qui plane à l'heure actuelle est celle de l'adoption accrue de réformes structurelles, incluant la diminution des salaires minimum, l'affaiblissement de la protection de l'emploi, la destruction des institutions de négociation collective ; en d'autres termes, une nouvelle attaque aux droits fondamentaux des travailleurs/euses et à la justice sociale.

L'Espagne a déjà commencé à emprunter cette voie, remplaçant l'austérité par des réformes structurelles. Après des réformes radicales du marché de l'emploi en 2012, l'accent est mis aujourd'hui sur les retraites et leur relation avec l'inflation³³.

Il s'agit là du nouveau credo du FMI, selon lequel l'austérité doit être contrebalancée par des réformes structurelles. De même, l'OCDE affirme qu'il «*est essentiel que soient mises en œuvre des réformes structurelles pour empêcher que le chômage conjoncturel ne prenne un caractère structurel*»³⁴.

Le mouvement syndical doit à nouveau se préparer à défendre les fondements d'une société juste, durable et démocratique.

³¹ OIT, Rapport sur le travail dans le monde 2013, juin 2013, p. 45 de la version anglaise.

³² Weldon, D., «Britain's crisis: real wages have been falling for 40 months», 19 juin 2013, consultable sur : www.liberalconspiracy.org.

³³ Financial Times, « Spain poised to ease austerity push », 23 avril 2013.

³⁴ OCDE, Perspectives économiques, mai 2013, p. 10 de la version anglaise.

Économistes de la CSI:

John Evans, économiste en chef de la CSI

evans@tuac.org

Caroline Vollman, rédactrice en chef
des dossiers économiques

carolin.vollmann@ituc-csi.org

Peter Bakvis

pbakvis@globalunions-us.org

Pierre Habbard

habbard@tuac.org



ITUC CSI IGB

